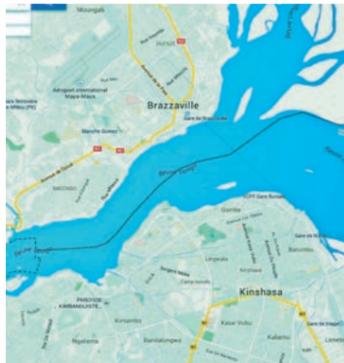


RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4405 JEUDI 22 DÉCEMBRE 2022

NATIONS UNIES

Les contraintes sur l'exportation d'armes vers la RDC enfin levées

L'Organisation des Nations unies a amendé, le 20 décembre, le régime de sanctions et levé l'obligation de notification des exportateurs de matériel militaire lorsqu'ils fournissent Kinshasa en armes.

C'est dans ce cadre que la secrétaire d'État française, Chrysoula Zacharopoulou, a rencontré hier à la Cité de l'Union africaine le président Félix-Antoine Tshisekedi. La France, qui est à l'origine de cette proposition, «a défendu et défendra toujours la RDC», a-t-elle déclaré.

Page 3



Un échantillon d'armes récupérées par les FARDC dans le cadre de l'opération DDRR

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Forte mobilisation à l'arrivée du président Félix Tshisekedi



Guy Loando Mboyo en pleine mobilisation

Les quartiers généraux des partis politiques et autres organisations des forces vives de la province ne jurent que par la réussite de la neuvième conférence des gouverneurs qui se tient pour la première fois à Mbandaka.

Dans le cadre de la mobilisation de tous les «Mbandakais», un grand carnaval a été organisé en prévision de l'arrivée hier du président de la République.

Page 2

ISP BUKAVU

Denis Mukwege souligne l'importance des universités dans la construction de la paix



Le Dr Denis Mukwege en conférence scientifique à l'ISP Bukavu

Le Dr Denis Mukwege est intervenu, le 20 décembre, dans une conférence organisée par l'Institut supérieur pédagogique (ISP) de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu.

«Le viol utilisé comme arme de guerre et le rôle des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dans la construction de la paix en République démocratique du Congo» a été le thème central de cette conférence scientifique.

Page 3

MONDIAL QATAR

Les Lions de l'Atlas accueillis en héros à Rabat

La capitale marocaine a fait un triomphe à la sélection nationale de football rentrée au bercail le 20 décembre, après son parcours historique et sa quatrième place à la Coupe du monde qui s'est clôturée à Doha, au Qatar, dimanche dernier.

Cris, chants, danses, tam-tams émanant de foules en liesse ont rythmé leur marche triomphale depuis l'aéroport international Rabat-Salé jusqu'au Palais royal.

Page 16



L'équipe du Maroc accueillie à Rabat, le 20 décembre

ÉDITORIAL

Croire en soi

La Coupe du monde de Qatar a choisi, le 18 décembre, son élue: l'Argentine. L'équipe de Lionel Messi a été consacrée pour la troisième fois de son histoire après 1978 et 1986. La première place gagnée par le sextuple Ballon d'Or nous a noyés d'émotions quand l'Afrique se propulsait plus loin que d'habitude, écrivant, en effet, les nouvelles pages de l'histoire de son football avec une place en demi-finale. Trente-deux longues années après les quarts de finale disputés par le Cameroun, le Maroc a changé la donne pour s'inviter cette fois dans le carré d'as.

Les Lions de l'Atlas ont fait rêver tout le continent. Et le bilan en terme de résultats est particulièrement significatif puisqu'ils sont quatrièmes au classement général devant les sélections sud-américaines et européennes et non pas les moindres comme le Brésil, l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre... L'Afrique, reconnaissons-le, a fait le pas le plus important en battant son propre record et repoussant ainsi ses propres limites.

Certes, tout le continent était si triste lorsque cette génération des Lions marocains qui avait fière allure est passée face à la France à côté d'une merveilleuse occasion de disputer la finale d'une Coupe du monde. Enfin, ce n'est qu'une partie remise. C'est long d'attendre quatre ans mais assez pour revenir avec de meilleures intentions. Ce qui est vrai, le Maroc a conquis l'Afrique et même toute la planète football. Il sort grandi de cette palpitante compétition, son collectif parfaitement bien huilé et tourné vers l'avant a su se faire aimer et gagner le respect qu'il mérite.

Avec ce groupe, les sélections africaines présentes au Qatar ont aussi prouvé qu'elles avaient du potentiel. Souvenons-nous de la première victoire d'une sélection africaine face au Brésil, le Cameroun pour ne pas le citer. Et aussi de celle de la Tunisie contre la France. Jamais l'Afrique n'a gagné autant de matches dans une phase finale de la Coupe du monde. Des signaux positifs qui entretiennent l'espoir de soulever un jour le prestigieux trophée. A condition de croire en ses chances.

Les Dépêches de Brazzaville

EQUATEUR

La population mobilisée à l'arrivée du chef de l'Etat

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est attendu ce mercredi à Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur, où il va ouvrir la neuvième conférence des gouverneurs qui se tient pour la première fois dans cette partie du pays.

Plusieurs membres du gouvernement et bien d'autres personnalités du pays séjournent déjà à Mbandaka. Les quartiers généraux des partis politiques et autres organisations des forces vives de la province ne jurent que par la réussite de la conférence qui se tient pour la première fois dans l'histoire à Mbandaka. Dans le cadre de la mobilisation de tous les Mbandakais, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, a organisé un grand carnaval le 20 décembre en prévision de l'arrivée du président de la République.

C'est « le plein » dans les rues de Mbandaka. À l'initiative du ministre d'Etat Guy Loando, des milliers de Mbandakais ont marché pour soutenir la venue du président Félix Tshisekedi et lui réaffirmer leur soutien indéfectible au moment où le pays fait face à l'agression rwandaise. Cette grande mobilisation est partie du jardin



Guy Loando Mboyo en pleine mobilisation

botanique d'Eala au siège du parti politique Arep, en passant par les coins chauds de la ville. Des militants et autres sympathisants de l'Arep, parti que dirige Guy Loando, sans oublier les curieux, ont arpenté les principales artères de la ville de Mbandaka au rythme cadencé de la fanfare drainant ainsi un monde fou. C'est un avant-goût, ont dit les militants de l'Arep, promettant de paralyser la ville avec une mobilisation générale pour assurer au chef de l'Etat qu'il peut compter sur eux.

Selon le ministre d'Etat en charge de l'Aménagement du territoire, la journée de ce mercredi est une grande fête à Mbandaka qui va accueillir pour la première fois Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Rappelons que le président de la République va donner le go de la neuvième conférence des gouverneurs. Selon des sources officielles, il profitera de l'occasion pour palper du doigt les réalités de la population de l'espace Grand Equateur.

Blandine Lusimana

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ISP/BUKAVU

Denis Mukwege souligne l'importance des universités dans la construction de la paix

Le Dr Denis Mukwege est intervenu, le 20 décembre, dans une conférence organisée par l'Institut supérieur pédagogique (ISP) de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. «Le viol utilisé comme arme de guerre et le rôle des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dans la construction de la paix en République démocratique du Congo» a été le thème central de cette conférence scientifique qui a connu une forte affluence.

Le Prix Nobel de la paix 2018 a commencé de prime abord par remercier l'ISP de l'avoir convié à la rencontre, d'autant plus que le viol et les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre est le thème central des actions de son plaidoyer et de la Fondation Panzi au niveau national et international pour le retour de la paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs africains. Denis Mukwege n'a pas manqué de jeter des fleurs à l'ISP Bukavu, qualifié de fils aîné de l'enseignement supérieur et universitaire au Sud-Kivu.

Pour lui, cette conférence a lieu au moment où des plaies béantes de la nation saignent à nouveau dans le Nord-Kivu, après un énième massacre des civils innocents perpétré le 29 et 30 novembre à Kishishe et Bambo, par le «groupe terroriste du M23, supplétif de l'Armée rwandaise». Aussi s'est-il référé au rapport d'enquête préliminaire publié par les Nations unies confirmant qu'au moins 131 civils ont été tués à l'aide d'armes à feu et armes blanches. Parmi les victimes, il y a 102 hommes, 17 femmes et 12 enfants, aux côtés de 60 personnes enlevées et au moins 22 femme et 5 filles violées.

«Le rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme renseigne, par ailleurs, que des éléments du M23 au-

raient enterré eux-mêmes les corps des victimes, dans ce qui pourrait être une tentative de destruction des preuves», a souligné le Dr Mukwege d'un air grave. «A l'heure où notre pays semble à nouveau rouler vers l'abîme, en refusant l'oubli de nos morts, en refusant de nous résigner au silence au risque de trahir leur honneur et les rêves qu'ils caressaient, nous accomplissons un travail de vérité et de mémoire. Nous rappelons à nos compatriotes et au monde qu'en maints endroits, l'armée rwandaise, ses supplétifs de l'AFDL, du CNDP, du RCD, du M23 ainsi que d'autres occupants ont commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, voire des crimes de génocide à l'encontre de notre population», a-t-il lâché.

«Des milliers de nos frères et sœurs ont été sauvagement exécutés à Lemera, Kasika, Makobola, Kisanгани, Kaziba, Kaniola, Beni, Butembo, etc. A ce jour, plusieurs d'entre eux n'ont pour sépulture que le «Rapport Mapping des Nations unies», dont les recommandations sont malheureusement restées lettre morte depuis onze ans. Depuis la guerre de l'AFDL en 1996 jusqu'aujourd'hui, des centaines des villages et des villes de notre pays ont été marquées au fer



Le Dr Denis Mukwege en conférence scientifique à l'ISP Bukavu.

rouge de sang par la folie meurtrière de nos envahisseurs. Les massacres de Kishishe et Bambo marquent certes le paroxysme de l'actuelle guerre imposée à notre population, mais en rappellent d'autres, et si nous ne faisons rien, on annonce d'autres», a-t-il ajouté.

Responsabilité et transmission de la mémoire...

D'après l'homme qui répare les femmes, tout cela constitue «autant des raisons de nous lever tous ensemble comme un seul homme, de nous lever contre le broyage de notre humanité et contre la manipulation des faits qui falsifient l'histoire en tentant de faire passer des pyromanes pour des sauveurs». S'adressant à toute la com-

munauté ISP Bukavu, le Dr Denis Mukwege a indiqué: «Cette tâche de sentinelle de la mémoire est celle de chaque citoyen congolais. Et dans un contexte de danger pour notre nation, elle est aussi et davantage celle des institutions de formation comme la vôtre». Il a relevé l'importante responsabilité de la gestion et transmission de la mémoire par ceux qui ont la vocation d'enseignant. Car, a-t-il dit, une société qui oublie ses filles et fils massacrés à cause de la cupidité des hommes n'en est pas une.

Denis Mukwege a attiré l'attention de l'assistance sur la nature de la guerre à l'Est du pays, qui est essentiellement économique et non ethnique ou idéologique. Et il y va de l'avenir du Congo. Il a souli-

gné que la révolution numérique se fait avec le coltan du Congo, demain, la révolution verte, la transition énergétique nécessitera le cobalt et le lithium du Congo pour la fabrication des véhicules électriques.

En conclusion de son adresse, le Prix Nobel de la Paix 2018 a tenu à marteler: «Le viol utilisé comme arme de guerre, dans le caractère massif et systématique, est une stratégie utilisée par ceux qui veulent nous dominer pour exterminer notre peuple en douceur. Il revient à chaque intellectuel, chaque citoyenne et citoyen et chacune de nos institutions d'enseigner notre jeunesse et nos compatriotes sur ce danger...».

Martin Enyimo

NATIONS UNIES

Les contraintes sur l'exportation d'armes vers la RDC enfin levées

L'Organisation des Nations unies (ONU) a amendé, le 20 décembre, le régime de sanctions et levé l'obligation de notification des exportateurs de matériel militaire lorsqu'ils fournissent Kinshasa en armes.

Au lendemain de la fin de la procédure de notifications en cas d'achat d'armes et des matériels militaires par la République démocratique du Congo (RDC) votée par le Conseil de sécurité, une proposition française, la secrétaire d'État française Chrysoula Zacharopoulou a rencontré, le 21 décembre, à la Cité de l'Union africaine le président Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo. À sa sortie de l'audience, la diplomate hexagonale a déclaré que la France a défendu et défendra toujours la RDC. Paris a condamné le soutien apporté par Kigali au M23 et s'est investi pour que le régime de notification qui liait les fournisseurs d'armes à la RDC soit levé.

L'officielle française a réaffirmé l'amitié entre la France

et la RDC. La situation sécuritaire dans la partie est du Congo et le partenariat entre les deux pays dans plusieurs domaines étaient également au menu des entretiens. Outre le message clair adressé à Kagame, la France, via sa secrétaire d'État, exige au M23 l'arrêt immédiat des combats.

La France, a-t-elle ajouté, soutient également la mé-

diation de l'Angola et du Kenya, et a la responsabilité de proposer des résolutions et déclarations relatives à la situation en RDC au Conseil de sécurité de l'ONU. Paris et Kinshasa se nourrissent, par ailleurs, d'un lien privilégié fondé dans le cadre de la Francophonie, a-t-elle conclu.

Une vraie victoire donc pour Kinshasa quand bien même

elle a dû céder à un léger compromis, à savoir rédiger un rapport régulier décrivant ses besoins en armes et ses efforts de gestion du parc aussi, à en croire des sources au faite du dossier. Rappelons que la RDC est le plus grand pays francophone du monde en nombre de locuteurs de la langue de Voltaire.

Alain Diasso

LINAFOOT/LIGUE 1

V.Club va livrer quatre matches dans le Grand Katanga

La délégation de l'AS V.Club a quitté le 19 décembre Kinshasa pour Lumumbashi, dans la province du Haut-Katanga, où elle doit livrer quatre matches de la 28e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Leader au classement avec vingt-cinq points, l'équipe dirigée par Bestine Kazadi se présente en bête noire de ce début de championnat après avoir battu des ogres comme Mazembe, Lupopo, Maniema union et son sempiternel rival, le Daring Club Motema Pembe.

Dans le Grand Katanga, V.Club affrontera respectivement la Jeunesse sportive Groupe Bazano (JSG Bazano) en 10e journée, le FC Lubumbashi sport en match de la 9e

journée, l'US Panda B52 de Likasi dans le Haut Katanga en 11e journée et, finalement, l'AS Simba de Kolwezi dans la province du Lualaba, en match avancé de la 19e journée.

La délégation des Dauphins noirs de la capitale dans le Grand Katanga se compose de vingt-huit joueurs. Il s'agit des gardiens Farid Sofiane Ouedraogo, Junior Dande et Lukong Bongaman; des défenseurs Jacques Mangoba, Dieudonné Ayawo, Ebunga Simbi, Nassif Ga-



V.Club de Kinshasa

niou, Mfingi Magema, Foé Ndongo, Varel Rosan et Zagre Ismail. Les milieux de terrain sont Merveille Kikasa, Norberto Emous, Seydou Mpoyi, Sam Sa-

mangua Pter Mutumosi et Desy Mbomba. Enfin, les attaquants sont Elie Mpanzu, Glody Kikwama Mujinga, Eric Kabwe, Taggy Etekiama Agiti,

Modeste Osako, Jacques Medina Temopele, Franck Matemba, Marouf Tchakei, Jérémie Mbuyi, Nissy Ngoma et Manassé Mutatu.

Les Moscovites vont pour la première fois, depuis le début de la saison, jouer en déplacement, loin de leur base Kinshasa. L'on attend voir comment les joueurs de Raoul Jean-Pierre Shungu et son nouvel adjoint Joseph François Médard Nseka Zi Matamba vont se comporter et gérer la pression des matches à l'extérieur.

Martin Engimo

VIE DES CLUBS

V.Club et DCMP confortent leurs staffs techniques

En pleine 28e édition du championnat national de football et avant d'aborder la phase de groupes des compétitions africaines interclubs, les deux clubs phares de Kinshasa, V. Club et Daring Club Motema Pembe (DCMP), viennent respectivement de se renforcer avec les entraîneurs Joseph « Beef » Nseka et Joao Mota.



Joseph Nseka Zi Matamba dit Beef et Joao Mota.

Leader actuel du championnat, l'AS V.Club a complété son staff technique avec l'arrivée de Joseph-François Médard Nseka Zi Matanda « Beef ». Il occupe désormais le poste d'entraîneur adjoint, à côté du titulaire Raoul Jean-Pierre Shungu qui effectue un début de

saison de tonnerre ayant battu tour à tour Maniema union, DCMP, Tout Puissant Mazembe et le FC Saint Eloi Lupopo, quatre concurrents sérieux pour le titre. En provenance de Lubumbashi Sport, Nseka Beef a déjà travaillé avec Raoul Jean-Pierre Shungu lorsque ce dernier entraî-

nait FC Saint-Eloi Lupopo. C'est un connaisseur du football congolais expérimenté et un formateur des jeunes qui rejoint le banc des Dauphins noirs pour y apporter sa touche.

Si le staff technique de V.Club affiche complet, son rival de toujours, le DCMP, a aussi engagé un

nouveau technicien, le Portugais Joao Mota. Il prend la place laissée par le technicien congolais de Brazzaville, Barthélémy Ngatsono. Guy Bukasa devait prendre le relais mais les violons ne se sont pas accordés avec le comité dirigeant des Immaculés, conduit par Paul Kasembe. L'entraîneur Djene Ntumba a pendant un court moment assumé l'intérim avant l'arrivée du Portugais qui a paraphé, le 18 décembre, son contrat. Après un début de saison catastrophique avec six matches sans victoire, le team vert et blanc a, sous la houlette de Djene Ntumba, enregistré deux victoires successives, d'abord face à Kuya Sports, ensuite contre Renaissance du Congo. Djene Ntumba va donc assumer le rôle d'entraîneur adjoint, aux côtés du Portugais Joao Mota, en provenance d'Al Hilal Omdurman du Soudan où il a été l'adjoint de Ricardo Formosinho entre juillet et novembre 2021, avant de prendre la place de titulaire jusqu'à son départ. Il est donc le pré-

décesseur du Congolais Florent Ibenge sur le banc du club soudanais. L'on apprend que Joao Mota détient une licence UEFA A et a été entraîneur du club brésilien de Botafogo pendant un mois. Il a aussi patronné le staff technique du club mexicain de Tigres pendant quatre mois et sélectionneur de l'équipe d'Arabie Saoudite des moins de 20 ans.

DCMP a conforté son staff technique en engageant aussi le Burkinabé Sampo Amadou, ancien entraîneur du Rail club de Kadiogo, du Burkina Faso. L'effectif est aussi renforcé avec huit joueurs, notamment un défenseur en provenance du Congo Brazzaville, un joueur de l'AC Kuya, trois de la Jeunesse sportive de Kinshasa et trois autres qui viendraient du Burkina Faso, à savoir Hyppolite Sanni, Philippe Kora et Rolland Sannu. La présentation officielle de tous ces nouveaux aura lieu avant le début de la phase des groupes de la Coupe de la confédération.

Martin Engimo

SÉCURITÉ MARITIME

Dibas-Franck sollicite l'appui technique de la Turquie

Le secrétaire permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, a sollicité, lors de son entrevue avec l'ambassadeur de Turquie au Congo, Serhan Yigit, le 20 décembre à Brazzaville, l'appui de ce pays par rapport aux opportunités en matière de formation, d'équipements en vue du rayonnement de l'institution qu'il dirige.

Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et Serhan Yigit ont examiné les possibilités ainsi que les modalités de la coopération technique utile à l'accompagnement de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. « *La mer et les eaux continentales sont des enjeux d'opportunités, mais il faut faire attention, parce que des situations de piraterie, de criminalité ou encore de pêche illicite non déclarée, non réglementée, peuvent surgir. Pour toutes ces raisons, nous avons besoin et nous aurons toujours besoin de l'accompagnement de nos partenaires* », a indiqué Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck. La création du ministère de l'Economie fluviale et des Voies navigables prouve la volonté du président de la République de donner une importance au fleuve, selon lui, car l'action du secrétariat permanent concerne la mer et le fleuve.

Outre la formation et l'équipement, ce que la Turquie pourrait apporter contribuera à l'épanouissement de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, à en croire le secrétaire permanent qui a, par ailleurs, souligné que le sujet sur l'économie bleue est d'actualité, mais il n'aurait pas son sens si les moyens pour répondre aux attentes des Congolais ne sont pas effectifs.

Satisfaction

Le secrétaire permanent s'est



Dibas-Franck échangeant avec l'ambassadeur turc, Serhan Yigit/Adiac

dit satisfait de l'engagement de la Turquie à appuyer le Congo. Il a ainsi rappelé des réalisations de ce pays en matière des eaux maritimes et continentales en revenant sur deux accords. Le premier qui porte sur la coopé-

Recherche scientifique et de l'Innovation technologique qui aura sans nul doute des aspects concernant l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. Le second est relatif au Mémoire d'entente sur la

afin d'accompagner les deux parties, principalement le secteur de la pêche. Il y a déjà eu trois commissions mixtes de coopération et la quatrième est attendue pour 2023.

« La mer et les eaux continentales sont des enjeux d'opportunités, mais il faut faire attention, parce que des situations de piraterie, de criminalité ou encore de pêche illicite non déclarée, non réglementée, peuvent surgir. Pour toutes ces raisons, nous avons besoin et nous aurons toujours besoin de l'accompagnement de nos partenaires »

ration entre le Conseil scientifique et technologique de la Turquie et le ministère de la

pêche. Pour que celui-ci puisse produire des effets, le secrétariat permanent a un rôle à jouer

L'ambassadeur turc satisfait
De son côté, l'ambassadeur turc a salué le fait que sa lan-

terne a été éclairée lors de cet échange sur les missions du secrétariat permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales dont il n'avait pas la connaissance des prérogatives qui s'étendent sur plusieurs domaines. A cet effet, il a exhorté Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck à définir les actes à concrétiser dans le cadre de cette coopération, en soulignant en même temps que son rôle de coordonnateur est de travailler avec un certain nombre de ministères. D'où l'intérêt d'associer le secrétariat permanent à la tenue des commissions mixtes et aux activités qui concernent le Mémoire d'entente sur la pêche.

Le secrétaire permanent a profité de mettre à la disposition du diplomate turc un exemplaire de la revue congolaise qu'il dirige, «Les transports maritimes», transformée en revue africaine des affaires maritimes et des transports en raison de la mondialisation des questions traitées. Cette parution contribue à la visibilité des actions menées pour l'intérêt du Congo. Il convient de rappeler que l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales inclut une mission de veille juridique. Elle est organisée autour d'un comité Interministériel composé de seize ministères, placé sous la présidence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, assisté du secrétariat permanent.

Rominique Makaya

NIGER

L'Allemagne prête à contribuer à la mission de l'UE

L'Allemagne participera de manière substantielle à la mission de l'Union européenne (UE) visant à lutter contre les groupes terroristes, a indiqué la ministre allemande de la Défense, en visite en Afrique de l'ouest.

Un contingent «substantiel» de soldats allemands participera à une nouvelle mission de l'UE au Niger, a indiqué Christine Lambrecht, en visite à Niamey. Les prévisions pour la mission de l'UE prévoient un total de 200 à 50 soldats allemands, selon la ministre, avant d'ajouter : «*Nous voulons continuer à contribuer avec succès à la stabilisation de cette région*».

Le modèle de la nouvelle mission est l'opération européenne précédente, Gazelle, qui se poursui-

vra jusqu'à la fin de l'année. Dans ce cadre, des soldats allemands ont formé les forces nigériennes à

«Nous voulons continuer à contribuer avec succès à la stabilisation de cette région»

la lutte contre les groupes terroristes locaux, a rappelé Christine Lambrecht.

L'UE a fait, la semaine dernière, une annonce concernant une «mission de partenariat militaire»

au Niger, qui devrait débiter dès l'année prochaine. Un mandat initial de trois ans est envisagé,

alors que la formation et la logistique seront au centre des priorités, a-t-elle expliqué. Les troupes allemandes demeurent déployées au Niger jusqu'en mai 2024, avec environ 1 100 soldats dans

le cadre de la mission de l'ONU, mais la ministre allemande de la Défense a assuré, vendredi dernier, que le retrait se ferait en 2024.

Christine Lambrecht a toutefois exigé que le gouvernement malien «tienne ses promesses.» Par exemple, a-t-elle dit, les plans pour l'élection présidentielle de 2024 au Mali doivent être respectés. Les troupes allemandes sont présentes depuis 2018 au Niger, où elles forment les forces spéciales.

Noël Ndong

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE

Nadège Abomangoli et Hubert Wulfranc prennent les rênes du Groupe amitié France-Congo

Les députés Nadège Abomangoli, de Seine Saint Denis et Hubert Wulfranc de Seine- Maritime, ancien maire de Saint Etienne du Rouvray près de Rouen, constituent le nouveau duo à la présidence du Groupe d'amitié France-Congo.

Le tandem des législateurs a été mis en place à l'issue de la dernière élection législative de juin dernier, lors du renouvellement des différents groupes d'amitié. Pour la première fois, celui du Congo sera présidé par un député membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire et une Franco-congolaise native de Brazzaville, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères.

Parmi les premières réactions des Congolais de France, celle de Brice Arsène Mankou qui s'est réjoui de cette nouvelle présidence. « *Ce duo a une connaissance fine du projet pour la reconnaissance officielle de «Brazzaville capitale de la France libre» par la France* », a-t-il confié en rappelant au passage que les deux députés soutiennent ce projet qu'ils portent conjointement avec le maire de Verquin, Thierry Tassez, et le député Carlos Martens Bilongo.

Marie Alfred Ngoma



« Ce duo a une connaissance fine du projet pour la reconnaissance officielle de «Brazzaville capitale de la France libre» par la France »



ASSOCIATION DES ANCIENS ENFANTS DE TROUPE

NÉCROLOGIE



Le président du bureau exécutif national de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) informe toute la communauté des anciens enfants de troupe, du décès de l'AET Aaron Nkakou, matricule 632 de la promotion des grands anciens, survenu le 12 décembre 2022 en France.

La veillée funèbre se tient à son domicile situé derrière l'ambassade de la République centrafricaine en République du Congo.

Toutes les dispositions inhérentes à l'inhumation de ce vénérable grand ancien seront communiquées ultérieurement.



IN MEMORIAM

20 décembre 2021 – 20 décembre 2022, voilà une année qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui son fils Ghislain Bobianga (Papi), ancien directeur adjoint de la société FAAKI Congo SA, ancien habitant du Plateau des 15 ans.

En ce jour de triste anniversaire, les enfants et petit fils Bobianga, prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Merci



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

CRISE DE LA DETTE

Des pays en développement menacés du défaut de paiement

Alors que la crise du coût de la vie menace la planète, des pays à faible revenu vont éprouver de plus en plus de difficultés à assurer le service de leurs dettes, a alerté la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced).

Malgré les mesures d'allègement de grande ampleur entraînées par la crise de la covid-19, de nombreux pays en développement courent un risque élevé de surendettement, voire sont déjà surendettés. « La question aujourd'hui n'est pas de savoir si suffisamment de pays cesseront de payer leurs créanciers à court terme, la question aujourd'hui est que presque tous les pays en développement ont été laissés face à un compromis impossible dans un contexte marqué par une pandémie, une instabilité géopolitique et une détresse climatique », a déclaré la secrétaire générale de la Cnuced, Rebecca Grynspan, à l'ouverture d'une conférence sur la dette.

Les niveaux de la dette publique en hausse dans plus de cent pays

Cette treizième conférence de gestion de la dette de la Cnuced s'est tenue à un « moment crucial » pour le monde et surtout pour les pays en développement. La rencontre de Genève a eu lieu dans un contexte de « crises en cascade, d'inégalités en cas-

cade et d'instabilité chronique ». « La pandémie de covid, le changement climatique et la crise du coût de la vie augmentent tous la pauvreté et la faim à une vitesse alarmante », a ajouté Rebecca Grynspan, relevant que c'est la géopolitique, et non l'économie, qui est désormais aux commandes de la mondialisation. Selon la Cnuced, les niveaux de dette publique, en pourcentage du produit intérieur brut, ont augmenté dans plus de cent pays en développement entre 2019 et 2020. Si l'on exclut la Chine, cette augmentation équivaut à près de 2 000 milliards de dollars. « Ce sont des ressources qui devront être remboursées par les gouvernements des pays en développement à leurs créanciers dans les années à venir en raison de deux chocs systémiques, car nous parlons entre 2019 et 2021 », a affirmé la cheffe de la Cnuced.

Les conséquences de la forte

« Dans la plupart des pays d'Afrique, une telle dépréciation augmente les besoins en matière de service de la dette de l'équivalent des dépenses de santé publique sur le continent »

appréciation du dollar

Etant donné que cette situation ne se limite pas à un seul pays, des « chocs systémiques ont touché de nombreux pays en même temps, car il y a eu des chocs mondiaux ». Dans ces conditions, les exigences du service de la dette, l'augmentation du fardeau de la dette combinée à la hausse des coûts d'emprunt exercent une pression énorme sur les budgets publics dans le monde entier. Or, cette situation est d'autant plus inquiétante que cette menace d'une crise d'endettement intervient dans un contexte d'un dollar américain toujours plus fort. Selon le Fonds monétaire international (FMI), 70% de l'ensemble des dettes des pays émergents et 85% de celles des pays à faible revenu sont en devises étrangères. Au moins quatre-vingt-huit pays ont déjà connu cette dépréciation par rapport au dollar américain à la fin du mois

de novembre. Dans trente et un de ces pays, la dépréciation a été supérieure à 10%. « Dans la plupart des pays d'Afrique, une telle dépréciation augmente les besoins en matière de service de la dette de l'équivalent des dépenses de santé publique sur le continent », a-t-elle fait valoir.

Au moins 310 milliards de dollars pour le service de la dette publique des pays du Sud

Selon la Cnuced, les pays en développement devraient avoir besoin de 310 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette publique extérieure en 2022, soit l'équivalent de 9,2% de l'encours de la dette publique extérieure à la fin de 2020. Les pays qui semblent vulnérables à un arrêt brutal en raison de la combinaison d'importantes pressions de refinancement et d'un ratio service de la dette/expor-

tations élevé sont le Pakistan, la Mongolie, le Sri Lanka, l'Égypte et l'Angola. Trois d'entre eux, le Pakistan, l'Égypte et l'Angola, ont déjà des programmes à long terme du FMI en place.

Plus largement, les pays en développement, à l'exception de la Chine, ont un stock de dette publique de 11 500 milliards de dollars à la fin de 2021. Les pays qui sont actuellement classés par le FMI comme ayant une dette insoutenable ou en difficulté représentent environ 13% de ce montant. Toutefois, ce surendettement est largement « contenu » dans plusieurs pays très vulnérables, dont la part de la dette dans le total est relativement faible jusqu'à présent. « La plupart de ces pays sont à faible revenu, bien que nous sachions que des pays à revenu intermédiaire souffrent également de surendettement », a précisé Rebecca Grynspan. La cheffe de la Cnuced estime que cette « crise systémique de la dette » est devenue « insoutenable » parce que trop onéreuse et a compromis le développement durable de la planète.

Noël Ndong

COOPÉRATION

Les Etats-Unis renouvellent leur engagement envers l'Afrique

Les échos du second sommet Afrique/Etats-Unis ayant réuni près d'une cinquantaine de dirigeants africains autour de leur homologue américain, Joe Biden, continuent de se répercuter à travers le monde. Organisée du 13 au 15 décembre dans le but de regagner en influence sur le continent face à d'autres concurrents, la rencontre a permis à Washington de dévoiler son intention d'y investir presque 55 milliards de dollars pour améliorer les infrastructures de santé, promouvoir les énergies renouvelables, le numérique et repousser la faim.

Plusieurs observateurs scrutent encore les conclusions de la grand-messe aux nombreuses promesses faites par les dirigeants américains. Le souhait qui se dégage presque partout en Afrique et au sein de sa diaspora africaine à travers le monde, c'est que le partenariat entre les deux parties donne effectivement des résultats escomptés pour contribuer au développement du continent.

Ce qu'il faut retenir de la seconde édition du sommet Afrique/Etats-Unis, notamment concernant la politique américaine de Joe Biden, c'est que pour lier l'utile à l'agréable après des promesses d'ordre financier, le locataire de la Maison-Blanche a promis de se rendre en Afrique subsaharienne, possiblement dès l'année prochaine. Ce qui serait la première visite à ce niveau depuis Barack Obama qui s'était rendu au Kenya, en Ethiopie, au Sénégal, en Afrique du Sud et en Tanzanie.

Même s'il n'a pas évoqué de

date ni les pays qu'il entendait visiter, soulignant simplement que certains pays « l'avaient invité », Joe Biden pense qu'il est temps pour son pays de renforcer le partenariat avec le continent africain. « Quand l'Afrique réussit, les Etats-Unis réussissent. Le monde entier réussit », a-t-il affirmé, égrenant devant ses pairs africains une série d'aides américaines censées refléter l'engagement renouvelé de son pays sur le continent. Il a particulièrement annoncé une aide de 2,5 milliards de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique et conclu un « partenariat stratégique » avec l'Union africaine (UA) à court et long terme pour assurer la pérennité agricole sur le continent.

« La sécurité alimentaire est essentielle à la paix et la prospérité », a estimé le président américain, soulignant que « si un parent ne peut pas nourrir son enfant, rien d'autre ne compte vraiment

». Allusion à faite à la flambée des prix des denrées alimentaires, aggravée par la guerre en Ukraine après l'invasion russe de ce pays en février.

L'administration Biden a annoncé débloquer 75 millions de dollars pour renforcer les institutions démocratiques en Afrique, ainsi que 100 millions de dollars en assistance sécuritaire.

L'Afrique doit être représentée dans toutes les instances internationales

Washington a annoncé l'octroi de 4 milliards de dollars d'ici à 2025 pour l'embauche et la formation de personnels soignants en Afrique, tirant les leçons de la pandémie de covid-19. Il a, en outre, plaidé en faveur d'un rôle accru pour l'Afrique sur la scène internationale, avec un siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies et pour que l'UA soit formellement représentée au G20. Les Etats-Unis vont donc, à la faveur d'un engagement renouvelé, renforcer leur par-

tenariat avec l'Afrique. Cela a lieu au moment où la présence russe gagne du terrain et que la Chine reste le premier créancier mondial des pays pauvres et en développement et investit massivement sur le continent africain, riche en ressources naturelles.

L'effort consenti par l'administration Biden s'inscrit dans la continuité de la politique africaine des Etats-Unis. On connaît que depuis les présidences de George W. Bush (2001-2008), l'Afrique est devenue une priorité stratégique pour Washington, même si les Américains ont été longtemps accusés de la délaisser. Leur pays avait à l'époque multiplié par quatre son aide à l'Afrique subsaharienne, qui est passée de 1,4 milliard de dollars en 2002 à 8,1 milliards en 2010. Sous Barack Obama, par exemple, même si l'engagement des Etats-Unis en Afrique n'a pas connu d'avancées spectaculaires, personne n'oubliait que c'est lui qui a lancé le pro-

jet Power Africa (Energie pour l'Afrique), un vaste plan censé doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, doté d'une enveloppe de 7 milliards de dollars. C'est aussi à Barack Obama qu'on doit l'idée d'une rencontre au sommet Afrique/Etats-Unis, dont il a inauguré en 2014 la première édition et dont la deuxième vient de se tenir à Washington. S'y ajoutent, entres autres, Feed the Future, en réponse à la crise alimentaire, ainsi que Young african leaders Initiative, un programme visant à forger un réseau actif de jeunes leaders africains.

Quant à la présidence de Donald Trump, plus personne n'ignore qu'elle a été marquée par un manque d'intérêt pour l'Afrique : absence de visites institutionnelles et réduction de l'engagement financier américain. Malgré cela, la résistance du Congrès avait permis de maintenir le fil des relations avec le continent noir.

Nestor N'Gampoula

RÉFORME DE L'ÉTAT

Le PSRE, un outil moderne de basculement au budget programme

Les parties prenantes ont validé récemment l'avant-projet du Plan stratégique de réforme de l'Etat (PSRE) qui, vraisemblablement, est un outil moderne qui facilitera le basculement du pays du mode de budget des moyens en mode gestion budgétaire programme.

Venus des administrations publiques et privées, des organisations de la société civile, des confessions religieuses et des confédérations syndicales, les participants à l'atelier de validation technique du PSRE ont suivi sept présentations thématiques. Il s'agit, entre autres, du renforcement de l'Etat de droit ; de la rationalisation de l'Etat de droit ; de la réforme de la gouvernance territoriale ; de la réforme du cadre de gestion économique et financière ; de la promotion d'une administration électronique, ainsi que du cadre opérationnel de la réforme de l'Etat.

S'agissant de la présentation sur la réforme du cadre de gestion économique et financière, les orateurs ont préconisé trois programmes, notamment l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la gestion de la dette publique et la réforme du cadre de gestion des finances publiques. A cela, s'ajoutent les objectifs spécifiques relatifs à chaque programme ainsi que les actions qui en découlent. Faisant le

pont entre la réforme des finances publiques et la réforme de l'Etat, l'un des orateurs a indiqué que les deux se complètent. Evoquant le travail réalisé actuellement au ministère des Finances sur la réforme des finances publiques, le chef de mission de l'assistance technique, Rufin Baghana, a rappelé que cette réforme débouchera sur le basculement du budget des moyens en budget programme. Il a, en outre, passé en revue les procédures que les ministères devront observer dans le cadre du passage du budget des moyens en budget programme.

Se focaliser sur la réalité et non les aspirations

« Les présentations thématiques ont donné lieu à des échanges fructueux et constructifs qui contribueront à l'enrichissement de la version finale de l'avant-projet du PSRE », ont consigné les participants dans le communiqué final.

Tirant les enseignements de ces assises, le ministre délégué auprès du Premier mi-

nistre, chargé de la Réforme de l'Etat, Luc Joseph Okio, s'est félicité des contributions substantielles apportées à ce document. Car, cette rencontre aura contribué à consolider l'ensemble des recommandations recueillies au cours des différentes étapes du processus d'actualisation du PSRE. « Vous avez relevé que les changements portés aux différents axes sont de nature à produire des effets positifs sur l'organisation, le fonctionnement et le mode de gestion de l'Etat congolais. Vous avez surtout noté que l'utilisation des outils de réforme, d'un point de vue systémique, offrira plus de capacités managériales à notre administration tout en conservant la confiance des citoyens usagers et en sauvegardant les valeurs fondamentales de la gouvernance », a-t-il synthétisé. Selon lui, le PSRE, comme cadre référentiel, apportera, sûrement, des améliorations de gestion dans les domaines des ressources humaines, des ressources budgétaires



Luc Joseph Okio patronnant les travaux./Adiac

et financières. Il permettra au gouvernement de se focaliser sur la réalité et non les discours ou aspirations ; développer une perspective systémique de réflexion sur les problèmes de gouvernance et de gestion publique. Il s'agira aussi de disposer des données pertinentes à la mesure des changements souhaités dans les comportements ; mieux comprendre

la durée requise pour que les interventions dans les domaines de la gestion publique aient des effets sérieux et stables ; renforcer le benchmarking en consacrant davantage d'efforts à l'examen et à l'observation indépendante plutôt qu'à l'auto-attestation ; favoriser les évaluations a posteriori des réformes engagées.

Parfait Wilfried Douniama

ADIAC

www.adiac.tv

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LÉGISLATION FORESTIÈRE

Des actes d'exploitation illégale se perpétuent au Congo

Le Groupe des experts pour la synergie des organisations et plateformes sur la gouvernance climatique, foncière et forestière (Gesop), à travers son facilitateur, Maixent Agnimbat Emeka, s'est plaint du non-respect par les sociétés forestières de la législation en la matière au Congo.

Selon la déclaration faite par le facilitateur du Gesop, il ressort des récents rapports de l'Observateur indépendant (OI) des forêts, par exemple, que le taux de conformité aux exigences légales en matière d'exploitation forestière est de 46% en moyenne. Les infractions les plus couramment relevées concernent l'absence de plan d'aménagement, le volume de coupe supérieur à celui autorisé par les conventions, ainsi que le non-paiement des taxes et amendes dues. Les rapports des années précédentes renseignent que l'OI a pointé quasiment les mêmes préoccupations, ce qui montre le faible impact des réformes dans le secteur forestier. De même, dans ses deux rapports de missions d'observation indépendante sur le respect de la législation forestière rendus publics le 12 octobre dernier et de son point à la 16e session du Comité conjoint de suivi de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat volontaire Flegt sur l'application de la loi et de la gouvernance forestière en 2021 et 2022, l'OI Flegt (Application des législations forestières, gouvernance et commerce) attire de nouveau l'attention sur les violations récurrentes de leurs obligations légales relatives aux volumes de coupe et au versement des taxes dues, entre autres. Au vu de cela, ils demandent la

pleine mise en œuvre des notes circulaires de la ministre de l'Économie forestière, du 5 janvier 2022, relatives à la réalisation des initiatives à résultats rapides qui invitent toutes les entreprises forestières de la République du Congo à finaliser leur plan d'aménagement forestier, et celle du 21 octobre dernier portant interdiction d'exportation de bois en grume à partir du 10 janvier.

« Pour le Gesop, ces manquements constituent de graves violations de la législation congolaise et des obligations de l'Accord de partenariat volontaire (APV) que le Congo a signé avec l'Union européenne en 2011 pour mettre fin à l'exploitation illégale du bois. Non seulement



revenus importants », a indiqué Maixent Agnimbat Emeka.

Ainsi donc, les experts du Gesop s'accordent et reconnaissent qu'il est urgent que les acteurs de la filière se conforment à leurs obli-

gations et que le Congo puisse démontrer sa volonté d'assainir le secteur forestier en faisant preuve de fermeté face aux illégalités. A travers l'APV et d'autres réformes telles que l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale, la Ré-

publique du Congo s'est engagée à améliorer la gouvernance forestière afin que la gestion durable des forêts ait des retombées bénéfiques pour la population et l'environnement. Cependant, la corruption et

l'impunité constituent des entraves importantes aux efforts consentis pour mettre fin aux graves illégalités et permettre au gouvernement d'émettre des licences Flegt. « Il y a donc urgence pour le Congo. L'Union européenne est sur le point de durcir ses exigences concernant l'importation des commodités à risque de déforestation. Le gouvernement congolais vient également de signer un nouveau partenariat forêts avec l'Union européenne, axé sur la gouvernance forestière, l'économie forestière durable, l'agriculture à zéro déforestation et la préservation de la biodiversité des forêts », a ajouté Maixent Agnimbat Emeka.

Enfin, les représentants de la société civile exhortent le ministère en charge de l'Économie forestière à renforcer les contrôles pour une application stricte de la législation, impliquant une plus grande vigilance et fermeté des entités de l'État chargées d'appliquer la loi (...).

Guillaume Ondze

« Il y a donc urgence pour le Congo. L'Union européenne est sur le point de durcir ses exigences concernant l'importation des commodités à risque de déforestation. Le gouvernement congolais vient également de signer un nouveau partenariat forêts avec l'Union européenne, axé sur la gouvernance forestière, l'économie forestière durable, l'agriculture à zéro déforestation et la préservation de la biodiversité des forêts »

ces entreprises ont un impact négatif sur l'environnement en coupant plus de bois que ce que la loi leur autorise, mais elles privent aussi le gouvernement et les communautés locales ainsi que la population autochtone de

gations et que le Congo puisse démontrer sa volonté d'assainir le secteur forestier en faisant preuve de fermeté face aux illégalités. A travers l'APV et d'autres réformes telles que l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale, la Ré-

l'impunité constituent des entraves importantes aux efforts consentis pour mettre fin aux graves illégalités et permettre au gouvernement d'émettre des licences Flegt. « Il y a donc urgence pour le Congo. L'Union européenne est

ARTISANAT

Des personnes vivant avec handicap exposent leurs œuvres

Le directeur de cabinet de la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Eugène Ickounga, a visité, le 20 décembre à Brazzaville, les différents stands des œuvres produites par les personnes vivant avec handicap, au Centre d'information des Nations unies.

La foire d'exposition dénommée « Expo-handi » est ouverte au public jusqu'au 24 décembre afin de montrer l'ingéniosité et la créativité des personnes vulnérables. Elle est l'initiative du gouvernement en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap). Les réalisations présentées sont notamment dans le domaine de la poterie, la vannerie, la menuiserie, la savonnerie, la coupe-couture, l'agriculture, la pâtisserie ainsi que dans la musique. Eugène Ickounga a encouragé et félicité les artisans lors de sa visite. En effet, il a exprimé une joie immense de voir ces personnes souvent négligées par la société. « Les personnes vivant avec handicap sont des acteurs du développement.



Des œuvres proposées par des personnes vivant avec handicap/Adiac

Le ministère des Affaires sociales, avec tous ses partenaires, a besoin de montrer au public que ces personnes sont nos compatriotes et ont des capacités dans tous les domaines », a-t-il indiqué.

Le représentant assistant du Fnuap, Bruno Edgard Césaire

Bilombo, pour sa part, a expliqué que cette exposition permettra à son organisation d'apporter un appui en vue de contribuer à l'autonomisation de la personne vivant avec handicap.

« L'exposition a été précédée d'une formation d'ac-

compagnement et d'un appui additionnel permettant aux bénéficiaires d'avoir les intrants. Nous comptons sur la presse pour diffuser les informations relatives à cette activité afin de toucher un large public à venir visiter le site », a souligné Edgard

Césaire Bilombo.

Au terme de la cérémonie, le président de l'association Handicap action, Jean Mitou-di Nganga, qui a présenté les objets en fer, s'est dit satisfait de participer à cette exposition qui pourra améliorer les conditions de travail des handicapés. « Nous recevons beaucoup de demandes des personnes vivant avec handicap pour l'apprentissage au sein de l'association mais, nous sommes confrontés au problème de financement pour mener à bien notre vision », a-t-il indiqué. Par ailleurs, il a manifesté l'ambition d'étendre le champ d'action dans les domaines de la couture, la maroquinerie, la cordonnerie, la poterie et la savonnerie.

Lydie Gisèle Oko

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La quatrième session ouverte à Brazzaville

La présidente du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Emilienne Raoul, a ouvert, le 20 décembre à Brazzaville, les travaux de la quatrième session de cette institution, invitant les conseillers à s'impliquer dans l'exécution des décisions prises pour la bonne marche du pays.

A la faveur de leur quatrième session, les conseillers vont plancher sur plusieurs thèmes, entre autres, les répercussions économiques, sociales et environnementales du Programme national de développement (PND); la stratégie du secteur privé national au financement du PND; le Congo et la résilience économique, sociale et environnementale.

Au Congo, la loi reconnaît que le CESE est la troisième assemblée constitutionnelle après l'Assemblée nationale et le Sénat. Ainsi donc, ses délibérations sont attendues un mois avant les sessions ordinaires des deux chambres du Parlement. Conseiller du gouvernement et du Parlement, le CESE remplit, de manière corollaire, deux autres fonctions. Composé des représentants des différentes catégories professionnelles, il permet la participation de celles-ci à la politique économique, sociale et environnementale de la nation et favorise la collaboration ainsi que le dialogue entre ces différentes catégories professionnelles, y compris le rapprochement de leurs positions.

« Certes, le CESE, encore qualifié de l'assemblée de la société civile ou des citoyens, n'a pas le pouvoir de décision mais nous devons participer à la construction de la décision. Si la décision appartient aux pouvoirs exécutif et législatif, sa construction, son assise dépendent du pouvoir que nous confère la loi pour délibérer et être entendus », a précisé Emilienne Raoul.

Récemment, le CESE a présenté une requête lors de l'audition de la commission économique, finances



En avant plan, Emilienne Raoul suivant les débats/Adiac

et contrôle sur l'exécution du budget de l'Etat à l'Assemblée nationale. « ...Des aménagements seront acceptés dans les transferts financiers, afin de dégager le nécessaire pour notre fonctionnement », a déclaré la présidente

du CESE. La troisième assemblée constitutionnelle regorge, en son sein, toutes les catégories socio-professionnelles. Afin d'être entendu par l'exécutif, au moyen de délibérations, et être en relation permanente avec les citoyens, le

CESE préconise une série de formations de son personnel.

Ces séances de recyclage de son personnel, organisées en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, envisageraient l'amélioration des

connaissances et l'adaptation des décisions au contexte national. Elles porteront également sur les thématiques telles la planification, la programmation budgétisation, le suivi et l'évaluation.

Dans le cadre de la coopération interinstitutionnelle, au mois d'avril 2023, une formation est programmée entre le CESE du Congo et celui de France. Toujours courant ce mois, le CESE du Congo échangera son expériences avec celui du Maroc.

Rappelons qu'en juillet dernier, le CESE a pris part à l'assemblée générale de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires francophones et, au mois d'octobre, à l'assemblée générale de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (Ucesa) qui a adopté la charte pour la durabilité du développement de l'Afrique.

« Il est demandé à chaque CESE africain de rendre compte de la mise en œuvre de la charte de l'Ucesa dans son pays, tous les deux ans. La présentation de cette charte de l'Ucesa, son approbation et son plaidoyer pour une action africaine face au changement climatique feront l'objet d'une journée d'imprégnation », a promis Emilienne Raoul.

Le CESE joue un rôle important dans la saisine facultative pour avis sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques, les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que des propositions de loi entrant dans le domaine de sa compétence.

Fortuné Ibara

« Il est demandé à chaque CESE africain de rendre compte de la mise en œuvre de la charte de l'Ucesa dans son pays, tous les deux ans. La présentation de cette charte de l'Ucesa, son approbation et son plaidoyer pour une action africaine face au changement climatique feront l'objet d'une journée d'imprégnation »

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Une étude sur l'impôt foncier pour élargir l'assiette fiscale

Afin d'accroître les recettes non-pétrolières, diversifier l'assiette fiscale en mettant l'accent sur la collecte de l'impôt foncier et immobilier, une étude diagnostique des deux secteurs est disponible.

Pour présenter les recommandations issues de l'étude réalisée sur le financement du Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), un atelier de restitution se tient du 21 au 22 décembre à Brazzaville. Il est question pour les participants, venus de l'administration fiscale, du cadastre et des collectivités locales, d'échanger sur les informations nécessaires à la mobilisation de l'impôt foncier, puis de mettre en place un comité interministériel chargé du suivi de la mise en œuvre des recommandations de ce rapport diagnostique.

« En augmentant les recettes fiscales, le Congo pourra combler ses déficits financiers et promouvoir le développement tel que défini dans la douzième bataille du pro-

gramme du gouvernement relatif à la bonne gouvernance », a indiqué le responsable suivi-évaluation au Prisp, Assène Bozire.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la sous-composante 1.1 du Prisp, relatives au renforcement de la mobilisation des recettes. Afin d'accroître

les recettes non-pétrolières, le Congo s'efforce de diversifier son assiette fiscale en mettant l'accent sur la collecte des recettes forestières et l'impôt foncier.

Rappelons que dans le but de préserver la viabilité des finances publiques, une stratégie d'ajustement budgétaire a été mise en place.

« En augmentant les recettes fiscales, le Congo pourra combler ses déficits financiers et promouvoir le développement tel que défini dans la douzième bataille du programme du gouvernement relatif à la bonne gouvernance »

Compte tenu de la durée de vie résiduelle limitée des réserves pétrolières et de la persistance de la faiblesse des prix internationaux, la politique budgétaire s'est orientée vers une baisse des dépenses publiques, les réformes de gestion des finances publiques et une amélioration des politiques de mobilisation des recettes.

Outil d'accompagnement du gouvernement dans la mise en œuvre des réformes de gouvernance, le Prisp a pour objectif de renforcer la mobilisation des ressources publiques et la redevabilité en République du Congo. Il est financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 millions de dollars.

Lopelle Mboussa Gassia

MUNICIPALITÉ

Des solutions pour renforcer les capacités financières et fiscales des mairies

L'audit financier des municipalités de Brazzaville et Pointe-Noire, que vient de réaliser le cabinet international Idea consult, a proposé une série de solutions en vue de restaurer l'autonomie financière des collectivités locales au Congo. L'étude suggère, par exemple, l'amélioration des impôts locaux, la souscription aux emprunts garantis par l'État congolais, l'implication de la société civile locale.

Présentée aux élus locaux de la ville capitale le 20 décembre, l'étude vise à améliorer la collecte des recettes municipales et à rationaliser les dépenses des mairies. La difficulté observée sur le terrain, a expliqué Lotfi Maslah, l'un des rédacteurs du rapport d'audit, est que le processus de décentralisation en cours dans le pays semble aller de pair avec la perte de la capacité financière et fiscale des collectivités locales.

L'une des solutions consistera à renforcer les compétences des autorités locales pour permettre une meilleure organisation de la gestion municipale de façon à accroître les recettes locales, à travers la mise en valeur du patrimoine existant (loisirs, marchés, routes). « L'audit financier a pour objectif de déterminer, avec les responsables municipaux, les capacités financières existantes, potentielles de chaque ville et nécessaires pour réaliser les investissements sur l'entretien du patrimoine in-



Des élus locaux présents à la lecture du rapport d'audit Adiac

frastructurel et immatériel, et pour déterminer le montant des investissements du contrat État-Commune », a signifié Lotfi Maslah.

Cet expert en urbanisme et aménagement du territoire fait par-

tie d'une équipe de consultants mandatés par l'État congolais et la Banque mondiale, pour réaliser le « Rapport d'audit urbain, organisationnel et financier des municipalités de Brazzaville et Pointe-Noire ». L'étude s'inscrit

dans le cadre du Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires, qui est presque à terme et sera remplacé par un nouveau projet quinquennal dédié au renforcement des capacités de gestion

« L'audit financier a pour objectif de déterminer, avec les responsables municipaux, les capacités financières existantes, potentielles de chaque ville et nécessaires pour réaliser les investissements sur l'entretien du patrimoine infrastructurel et immatériel, et pour déterminer le montant des investissements du contrat État-Commune »

municipale.

Le futur projet en discussion va accompagner les collectivités locales dans l'analyse des capacités financières, selon les nomenclatures budgétaires des communes. La mise en œuvre du programme va conduire l'état des lieux de la gestion communale qui devrait renseigner sur la capacité de recouvrement et d'autonomie financière des mairies, ainsi que leur niveau de solvabilité. L'établissement de cette situation devrait permettre d'analyser les aspects relatifs à l'équilibre financier, la capacité d'épargne et les ratios de situation financière.

En ce qui concerne la rationalisation des dépenses des communes, les experts recommandent que les dépenses soient orientées prioritairement vers les besoins de la population locale, en passant par la régie, la délégation à l'entreprise ou la prise en charge par la population.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un colloque à Brazzaville sur les sciences fondamentales

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, a ouvert le 21 décembre à Brazzaville les travaux du colloque où seront présentés les ceux sur la contribution des sciences fondamentales au développement durable.

Les sciences fondamentales propagent un corpus de connaissances rationnelles qui fournit aux Etats les capacités nécessaires pour relever les défis liés aux technologies de la communication, à l'accès à l'énergie, à l'eau, à l'alimentation, à la couverture sanitaire et bien d'autres, a souligné la ministre Delphine Edith Emmanuel, à l'ouverture des travaux du colloque sur « Les sciences fondamentales pour le développement durable ». « Les sciences fondamentales sont indispensables à la compréhension de l'impact des actions de l'homme sur l'environnement », a-t-elle indiqué. Selon elle, les contributions des sciences fondamentales pour le développement de la société ne sont toujours pas connues. « Ce colloque scientifique vient donc à point nommé,

car il nous offre l'opportunité de présenter les résultats de nos différents travaux de recherche. Il s'inscrit dans la dynamique qui met en valeur les scientifiques congolais », a fait savoir Delphine Emmanuel.

Plusieurs problématiques seront développées au cours des travaux de ce colloque qui prendra fin le 23 de ce mois, a indiqué le président du comité d'organisation, le professeur émérite Assori Itoua Ngaporo. Il s'agit, entre autres de « Sciences, technologies et dimension sociale du développement durable » ; « Sciences environnementales, agronomiques, forestières et les biotechnologies agricoles pour le développement durable » ; « Sciences de la santé et sciences économiques au service du développement durable »...



Photo de famille après l'ouverture du colloque Adiac

Pour sa part, la représentante de l'Unesco, Fatoumata Marega, a salué l'initiative en soulignant que les sciences fondamentales ont ouvert la voie aux découvertes et aux évolutions technologiques qui remodelent continuellement le monde dans

lequel nous vivons. Elle n'a pas manqué d'évoquer l'appui que l'Unesco apporte au Congo concernant les sciences. « La coopération en la matière a été fructueuse cette année », a-t-elle fait savoir.

Par ailleurs, le Pr Armand

Moyikoua, secrétaire perpétuel de l'Académie nationale des sciences et technologies, s'est montré confiant de ce que des conclusions fructueuses découleront de ce colloque au service du développement durable.

Rominique Makaya

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Rick Gérard Bokilo offre des jouets aux enfants

Le député de Poto-Poto I, Rick Gérard Bokilo, a remis le 20 décembre à Brazzaville des jouets de Noël aux enfants de sa circonscription électorale afin de contribuer à leur épanouissement à la faveur de la fête de la nativité.

Le geste généreux du député de Poto-Poto I est expliqué en terme d'amour. « Si nous avons tenu à rencontrer nos enfants de la circonscription en cette occasion, c'est parce que Noël célèbre la naissance du Christ. C'est donc une rencontre avec l'enfant nouveau-né. Cet enfant nouveau-né, que les chrétiens contemplant le visage à Noël, se manifeste comme Dieu amour : il demande également notre amour vis-à-vis de son prochain », a expliqué Rick Gérard Bokilo.

Par leurs couleurs, textures et sons qu'ils produisent, les jouets permettent à l'enfant d'apprendre et d'appréhender le monde qui l'entoure et de stimuler son imagination.

Ainsi, le cadeau devient peu à

peu un élément emblématique et indispensable des fêtes de Noël, bien avant le sapin ou le père Noël lui-même. Il permet de restaurer des liens familiaux ou inconsciemment de faire passer un message aimable et de renouer les contacts avec une base électorale.

Outre l'argumentation chrétienne développée en la circonstance, le député de Poto-Poto I tient aussi à la formation et l'encadrement des ressources humaines jeunes. Il a cité, entre autres, la réhabilitation de l'éclairage public dans les quartiers 31 et 32 et à la rénovation de l'école primaire Pierre-Ndzoko.

« Les enfants sont l'avenir de demain. Merci de m'avoir donné, une fois de plus, l'occasion de vous exprimer mon engagement indéfectible de vous



Rick Gérard Bokilo donnant un vélo à un enfant/Adiac

« Les enfants sont l'avenir de demain. Merci de m'avoir donné, une fois de plus, l'occasion de vous exprimer mon engagement indéfectible de vous servir toujours à travers les réalisations. Nous continuerons de travailler pour la mise en œuvre de bien d'autres projets d'intérêt commun dans notre circonscription »

servir toujours à travers les réalisations. Nous continuerons de travailler pour la mise en œuvre de bien d'autres projets d'intérêt commun dans notre circonscription », a-t-il conclu.

Fortuné Ibara

MÉDIAS

Les programmes de Vox TV suspendus

Dans une déclaration rendue publique le 21 décembre à Brazzaville, les hauts conseillers du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), réunis en collège des membres, ont approuvé la décision suspendant, à titre conservatoire, les programmes de la chaîne privée Vox TV, pour diffusion, en boucle, d'informations de nature à troubler l'ordre public.



Le logo de Vox TV/DR

Selon la déclaration, cette décision qui prend effet à compter de ce jour et qui sera notifiée à la direction générale de la chaîne concernée sera soumise aux procédures réglementaires du CSLC pour être examinée quant au fond par le collège des membres.

Notons que parmi les missions du CSLC, il y a, entre autres, le fait de garantir aux citoyens le libre accès à l'information et à la communication ; suivre les médias et assurer leur protection contre les menaces et les entraves dans l'exercice de leur fonction d'information libre et complète ; favoriser la libre concurrence et l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion ; veiller à la qualité du contenu et à la diversité des programmes audiovisuels, au développement de la production et de la création audiovisuelles nationales ;...

Rude Ngoma

SANTÉ

Le Fonds mondial alloue plus de 46,590 milliards FCFA au Congo

La présidente du Comité de coordination national (CCN)- Congo, Esmo Valérie Maba Moukassa, a annoncé le 21 décembre que le pays s'est vu allouer une somme de plus de 46,590 milliards FCFA pour la lutte contre trois maladies, notamment la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida et pour la mise en place de systèmes résilients et pérennes pour la santé.



Les acteurs de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose/Adiac

L'allocation du Fonds mondial pour le Congo couvre la période de 2023 à 2025 afin de remédier à certaines difficultés persistantes qui freinent les progrès dans la lutte contre les trois maladies. La responsable du CCN-Congo a donné l'information dans son mot de circonstance lors de la cérémonie du lancement du dialogue pays sur le sida, la tuberculose et le paludisme. « Ce dialogue pays s'appuie sur une concertation solide, multisectorielle, inclusive, où les partenaires se rassemblent pour décider au mieux des solutions pour maximiser l'impact obtenu et pour examiner de quelle manière toutes les ressources disponibles peuvent servir les objectifs du pays », précisent les organisateurs.

La cérémonie officielle de ce dialogue pays a été lancée à Brazzaville par le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Ignace Tendelet. En effet, ce dialogue ouvre la

voie au mini dialogue afin d'aboutir à la rédaction de la note conceptuelle qui se terminera par l'organisation d'un atelier national de validation de cette dernière. Il a réuni les responsables du secteur public et privé, les acteurs de la société civile, les associations de lutte contre ces maladies, les partenaires bilatéraux et multilatéraux et technique et bien d'autres.

Le directeur de cabinet, Jean Ignace Tendelet, a expliqué dans son allocution d'ouverture qu'il s'agit également de se fonder sur des données objectives et sur l'expérience pour concevoir des programmes qui soient centrés sur le patient, qui lèvent les obstacles à l'accès aux services de santé pour réduire les inégalités afin que personne ne soit laissé pour compte dans la lutte contre ces trois maladies. Il a souligné, à cette occasion, les progrès réalisés dans la lutte contre ces maladies malgré que le paludisme reste la première cause de morbidité et de mortalité des enfants en dehors de la période néonatale; le VIH/sida est parmi les premières causes des décès des adultes. Selon lui, le chemin est encore long pour atteindre les objectifs d'élimination de ces trois maladies fixés pour l'horizon 2030.

Lydie Gisèle Oko

KOUILOU ET POINTE-NOIRE

Des malfaiteurs présentés à la presse

Le commandement territorial de la police judiciaire du Kouilou et de Pointe-Noire, que dirige le colonel de police Edgard Brice Sosthène Malanda, a présenté le 21 décembre deux groupes de malfrats, responsables de cyber criminalité et de recel de divers objets volés.

Composé des sujets des deux Congo, d'un Ougandais, un Angolais et un Ivoirien, le groupe des présumés malfaiteurs responsables de la cyber attaque bancaire est constitué d'Augustin Mangata (Alias ya Nzambi), Francisco Combo, Josephiel Kikassa Malanda, Willy Funua, Balier Zere et Alexandre Coulibaly en fuite.

Edifiant la presse sur le mode opératoire de ces malfrats, le colonel de police Edgard Brice Sosthène Malanda a expliqué qu'il s'agit d'une organisation criminelle transnationale composée des informaticiens qui opèrent souvent les jours de week-end, en l'absence du personnel de la banque. Le commandement territorial des forces de police du Kouilou et de Pointe-Noire a été informé d'un cas de cyber attaque conçu et arrivé à maturité en vue de la soustraction frauduleuse d'une importante somme d'argent à la banque Crédit du Congo, installée sur l'étendue du territoire national.

«Le mode opératoire de ces derniers comprend diverses phases, dont la première consiste à envoyer à la banque un mail piégé après ouverture des comptes des membres du groupe à la banque et l'obtention des cartes monétiques. Ainsi, dès ouverture de ce mail par la banque, les membres du groupe prennent automatiquement le contrôle du système de gestion, en introduisant des nouvelles informations leur permettant de lever le verrou sur le plafond des retraits d'argent journaliers fixé par la banque à travers les distributeurs automatiques de billets. En suite, la deuxième étape consiste à créditer en millions de FCFA les comptes des membres du groupe avant la distribution des cartes monétiques et le retrait des fonds à travers divers distributeurs de billets »



Les deux groupes des malfaiteurs / Adiac

«Le mode opératoire de ces derniers comprend diverses phases, dont la première consiste à envoyer à la banque un mail piégé après ouverture des comptes des membres du groupe à la banque et l'obtention des cartes monétiques. Ainsi, dès ouverture de ce mail par la banque, les membres du groupe prennent automatiquement le contrôle du système de gestion, en introduisant des nouvelles informations leur permettant de lever le verrou sur le plafond des retraits d'argent journaliers fixé par la banque à travers les distributeurs automatiques de billets. En suite, la deuxième étape consiste à créditer en millions de FCFA les comptes des membres du groupe avant la distribution des cartes monétiques et le retrait des fonds à travers divers distributeurs de billets »

tion des cartes monétiques. Ainsi, dès ouverture de ce mail par la banque, les membres du groupe prennent automatiquement le contrôle du système de gestion, en introduisant des

nouvelles informations leur permettant de lever le verrou sur le plafond des retraits d'argent journaliers fixé par la banque à travers les distributeurs automatiques de billets.

En suite, la deuxième étape consiste à créditer en millions de FCFA les comptes des membres du groupe avant la distribution des cartes monétiques et le retrait des fonds à

travers divers distributeurs de billets », a-t-il expliqué.

En plus de ce groupe, le commandement territorial de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire a présenté un autre présumé d'association des malfaiteurs et recel des objets volés composé des Maliens, Camerounais, Congolais dont Mohamed Doukara, Sylla Cheickna, Mangala Magassa, Durch Ekaba, Goma du Ciel Kany et Thierry Kouetche Tefo.

Ces personnes reçoivent en toute conscience le butin composé de téléphones, tablettes, ordinateurs et autres provenant des différents délits et crimes. Pour mieux jouir de ces objets, ils changent les numéros de séries de ces articles et s'intéressent surtout aux outils ou appareils de nouvelle technologie de communication. « Le recel est le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, de dissimuler ou de transmettre le produit d'un crime ou d'un délit. Tous ces présumés malfaiteurs seront présentés au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Pointe-Noire pour toutes les fins que ce dernier jugera utiles », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara

ARTS PLASTIQUES

Des peintres des deux Congo exposent au musée Cercle africain

Le vernissage de la quatrième édition salon de peinture du Congo a eu lieu le 20 décembre au musée Cercle africain en présence d'Evelyne Tchichelle, présidente du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire et présidente de la Fondation du musée Cercle africain, de plusieurs personnalités et autorités de la ville.

Trente et un artistes peintres prennent part à la quatrième édition qui se tient sur le thème « Peinture et histoire », au nombre desquels figurent vingt-trois de Brazzaville et Pointe-Noire pour cent quarante et un tableaux. Sept anciens artistes peintres de l'Académie des Beaux-arts de Kinshasa sont également présents à l'exposition pour trente-six tableaux, soit un total de cent soixante-dix tableaux exposés.

« Les œuvres ici présentées révèlent la finesse du travail de nos artistes et nous offrent un voyage stylistique qui enchante notre esprit », a dit Alphonse Chardin Nkala, président du comité culturel du musée Cercle africain. « Le salon de peinture du Congo est devenu l'un des événements majeurs de la ville de Pointe-Noire. Notre souhait le plus ardent est qu'il devienne un marché incontournable de la peinture au Congo et en Afrique centrale », a-t-il ajouté.

Selon Marie Sambay, prési-

dente de la Fondation Maono de la République démocratique du Congo, « Cette date est marquante pour l'art et la culture de l'Afrique, notamment de nos deux pays qui établissent ainsi un pont entre nos deux peuples à travers cette activité. Réunir les artistes peintres des deux Congo est à la fois un plaisir et un motif de fierté pour chacun de nous ».

Un motif de satisfaction aussi exprimé par le peintre congolais Ange Lutera Nzaou, qui, au nom de tous les peintres, a dit: « Deux pays frères unissent leur talent afin qu'ils puissent mettre au service de tous des œuvres de qualité. Nos osons croire qu'à travers ce voyage de couleurs, de formes, de lumière, d'étonnement, vous saurez nous accompagner ».

Le salon de peinture du Congo est un événement qui fait de Pointe-Noire une ville culturelle et touristique. Depuis plus de quatre ans, le musée Cercle africain essaie de perpétuer



Evelyne Tchichelle maire de Pointe-Noire visitant l'exposition / Adiac

cette tradition en réunissant pendant un mois les peintres du Congo. Cette année, l'invité spécial est la République démocratique du Congo qui, par le biais de ses peintres, s'est associé à la fête de la peinture.

« Peintre et histoire », le thème de cette édition est on ne peut plus révélateur en ce qu'il nous

arrime tous à l'histoire de notre ville qui vient de franchir le rubican de son premier centenaire avec au menu le lancement par le chef de l'Etat des travaux du centenaire couplés à la municipalisation additionnelle accélérée », a dit Evelyne Tchichelle en ouvrant le salon.

Cette quatrième édition du sa-

lon de peinture du Congo va baisser ses rideaux le 20 janvier 2023 avec comme souhait qu'une bonne partie de tableaux soit achetée par les visiteurs, les collectionneurs des objets d'arts et les internautes via le paiement en ligne, espèrent les artistes et les organisateurs.

Hervé Brice Mampouya

GESTION TERRIENNE

Le dossier de la famille Tchikassou rejeté

La commission nationale de reconnaissance des terres coutumières, sous la férule du ministre d'Etat Pierre Mabiala, ministre des Affaires foncières et du Domaine public, a tenu le 20 décembre à Pointe-Noire une session extraordinaire au cours de laquelle l'unique dossier traité, celui de la famille Tchikassou, a été rejeté par l'ensemble des membres de la commission.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le ministre Pierre Mabiala a rappelé que, la procédure de reconnaissance des terres coutumières est instaurée en République du Congo par la loi 21-2018 du 13 juin 2018 fixant des règles d'occupation et d'acquisition des terres et terrains.

« Dans son message sur l'état de la nation devant le Parlement réuni en congrès, du 28 novembre dernier, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a prescrit au gouvernement d'accélérer le processus de reconnaissance des terres coutumières en vue de constituer les réserves foncières de l'Etat dédiées aux activités créatrices de richesses et à la dotation du pays en infrastructures. C'est dans le fil droit de cette très haute instruction que s'inscrit la présente session », a-t-il déclaré.



Après délibération de la commission, Ngoma Lelo, secrétaire général de la famille Tchikassou, dont les 139 hectares de terres situés au quartier Côte-Matève, dans le sixième arrondissement Ngoyo, n'ont pas été reconnus par la commission, a si-

gnifié que le verdict rendu par la commission est juste et normal. « Bien que perdant, la commission a bien tranché cette affaire. C'est simplement par manque de documents fiables et crédibles que la famille Tchikassou n'a pas pu prouver son droit de propriété de ces terres », a-t-il reconnu.

Séverin Ibara

« Bien que perdant, la commission a bien tranché cette affaire. C'est simplement par manque de documents fiables et crédibles que la famille Tchikassou n'a pas pu prouver son droit de propriété de ces terres »



EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France ex-colonies de la partie poétique je réside dans les mots droits, des mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays m'appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

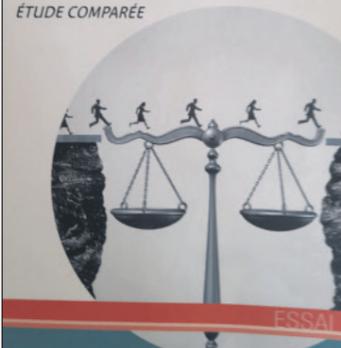
Je réside dans les mots enneigés quand ne grande pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le confort de vie avec tant de larges.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Couteau sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Pardon à moi-même pour Jean-Blaize Bilombo Samba" (2013), de "Les Fragments sauvegardés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (italien-français) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

Laurent TENGU

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE



ESSAI

Omer MASSEM

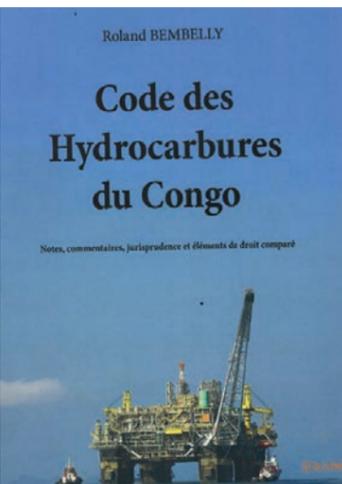
Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POÉSIES DES CINQ CONTINENTS

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé



Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

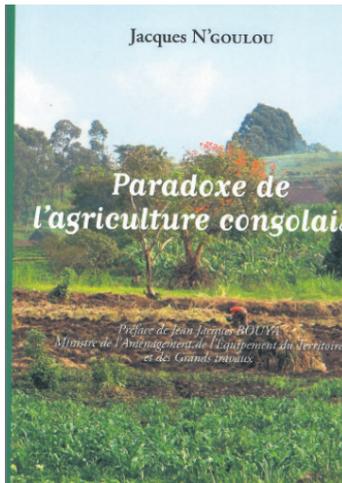


Préface du Dr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

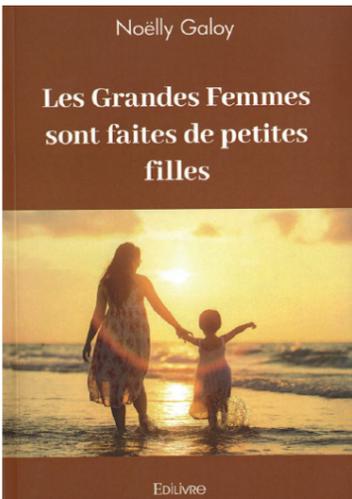
Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean-Jacques BOUYA
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et des Travaux Ruraux



Noëilly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

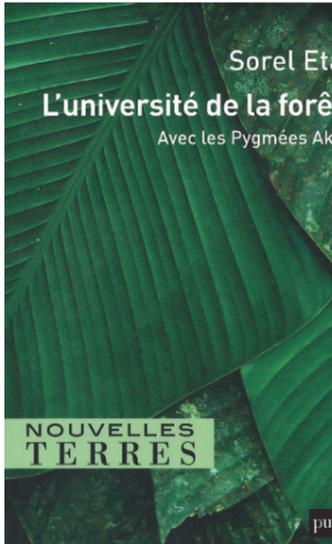


ÉdiLivre

Sorel Etang

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

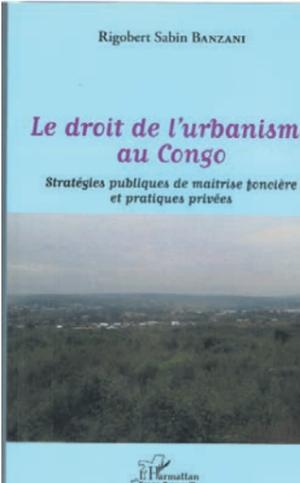
NOUVELLES TERRES



pub

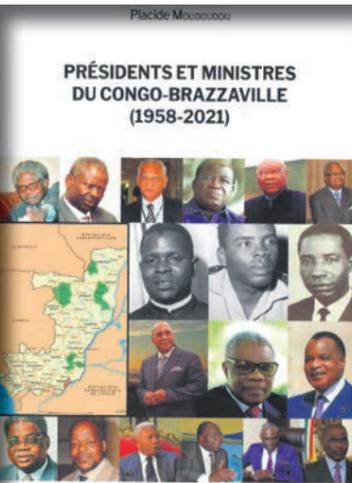
Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées



Placide Moussoyou

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)



SPORT DE TRAVAIL

L'Osta confirme la tenue des Jeux africains à Brazzaville

Profitant de son séjour de travail à Brazzaville, le président de l'Organisation du sport travailliste et amateur (Osta), Evel Malik Atour, a annoncé, le 20 décembre lors d'une rencontre avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Hugues Ngouélondélé, que le Congo abritera dans deux ans la deuxième édition des Jeux africain des travailleurs.

« En tant que patron du sport travailliste et fils d'Afrique centrale, il était important que je vienne rencontrer le ministre pour l'informer de ce que nous avons décidé et travailler pour que nos équipes demeurent au sommet. L'Afrique se réunira ici à Brazzaville. Le Congo a été choisi pour abriter la grande fête africaine des sports en milieu du travail. Ensemble, nous avons déjà commencé à travailler sur l'organisation », a expliqué le Dr Evel Malik Atour.

Selon lui, le Congo occupe une position de leader dans la gestion des équipes des travailleurs et il est nécessaire que les autorités accompagnent ces dernières afin de faciliter leur préparation et garantir leur bonne participation à la compétition continentale.

Ce Camerounais estime que l'organisation de cette compétition à Brazzaville marque l'importance du Congo sur la scène continentale puisque plusieurs pays se réuniront autour de plusieurs sports destinés aux tra-



Le ministre échangeant avec la délégation de l'Osta/Adiac

vailleurs.

Il sied de signaler qu'au niveau du handball, l'équipe de la direction générale de la sécurité présidentielle est la tenante du titre de la dernière édition de la Coupe d'Afrique. Le Congo, présent lors des premiers Jeux africains des travailleurs en Al-

gérie, en 2018, devra déjà se lancer dans la préparation afin d'obtenir des médailles dans les différentes disciplines.

La fédération de kurash congratulée

Après l'échange avec la délégation de l'Osta, le ministre

des Sports a reçu la délégation de la Fédération congolaise de kurash et disciplines associées qui a participé, avec succès, au championnat du monde de la discipline. Le président de cette fédération, Martial Ngoka, a fait le point des activités menées durant la saison sportive écoulée.

Il a, en effet, axé son discours sur la participation du Congo au championnat d'Afrique qui s'est déroulé en début du mois d'août, en Afrique du Sud. Le Congo ayant obtenu une médaille d'or et une autre en argent avait également été élu, à travers le président de la fédération, au poste de secrétaire général de la confédération africaine.

Martial Ngoka a, par la même occasion, présenté les résultats de la participation du Congo à la 13e édition du championnat du monde qui s'est déroulé en Inde. Pendant cette compétition, les deux athlètes congolais ont occupé la troisième et la cinquième place dans leurs catégories respectives. L'un des arbitres du Congo s'est vu consacrer la troisième étoile, faisant de lui le plus gradé au niveau africain.

Avant de demander aux fédérations de continuer à travailler davantage en honorant le Congo, le ministre a promis un accompagnement plus conséquent aux profit des fédérations sportives nationales.

Rude Ngoma

MONDIAL QATAR

Les Lions de l'Atlas accueillis en héros à Rabat

La capitale marocaine a fait un triomphe à la sélection nationale de football rentrée au bercail, le 20 décembre, après son parcours historique et sa quatrième place à la Coupe du monde qui s'est clôturée à Doha, au Qatar, dimanche dernier.

Installés à découvert à bord d'un bus à impériale depuis l'aéroport international Rabat-Salé où un vol spécial de Royal Air Maroc venait de les débarquer en fin d'après-midi, les Lions de l'Atlas, costumes bleus et basquets blancs, ont eu droit à un bain de foule de près de trois heures sur l'itinéraire qui les a conduits au Palais royal pour une réception chez Mohamed VI. Cris, chants, danses, tam-tams émanant de foules en liesse ont rythmé cette marche triomphale retransmise en direct à la télévision.

Couronnement inoubliable pour les Rabatais et pour tous les citoyens du royaume chérifien d'autant plus qu'à défaut de ramener le trophée en or massif tant convoité à la maison, la place en demi-finale des Marocains à la Coupe du monde les classe en première ligne du football continental et les fait respecter de la planète foot tout court. Ils grimpent au

11e rang du classement Fifa à dévoiler ce 22 décembre. Tombeurs tour à tour de la Belgique, du Canada, de l'Espagne et du Portugal, avant que les Bleus de Didier Deschamps ne les évincent 2-0 dans l'avant-dernier carré, les poulains de Walid Regragui ont prestement récolté le fruit de leur génie collectif à l'accomplissement duquel l'effort de chacun a été déterminant. Leur résultat 1-2 au match de classement face à la redoutable sélection croate, finaliste en 2018, témoigne aussi de l'exceptionnelle forme des Lions de l'Atlas. « Nous sommes heureux et honorés d'avoir été reçus par sa majesté le roi Mohamed VI », s'est réjoui le



Le roi Mohamed VI posant avec les Lions de l'Atlas au palais/DR

sélectionneur marocain sur la chaîne 2M.

A l'évidence, on continuera encore pendant des années

de parler du Maroc et des exploits de son Onze national de football dans ce mondial Qatar 2022 qui a été fou

jusqu'au bout ; de Kylian Mbappé, meilleur buteur et finaliste avec la France ; de Lionel Messi, meilleur joueur et champion du monde avec l'Argentine. Puis encore des Lions de l'Atlas qui rêvent sans doute de belles autres aventures. Ce 20 décembre, leur réception par le roi était riche en symboles. Autant leur souhaiter bon vent!

Gankama N'Siah

**« Nous sommes heureux et honorés
d'avoir été reçus par sa majesté
le roi Mohamed VI**